

Avis adopté

Séance plénière du 29 janvier 2025

Restauration de la nature : face à l'urgence, donnons l'envie d'agir

Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Nous sommes aujourd'hui face à un constat alarmant : la biodiversité, socle de notre existence, s'effondre à un rythme sans précédent.

L'avis présenté trace une voie pour engager une dynamique sincère de restauration de la nature. Par sa transversalité, il aborde des enjeux clés : une gouvernance coordonnée à tous les niveaux, du local au national, voire international ; la mobilisation de différents outils adaptés aux territoires, acteurs et actrices auxquels ils se réfèrent ; des financements adéquats, sans lesquels l'ambition resterait vaine. Il propose ainsi un cadre à la fois contraignant et responsabilisant, qui devrait inspirer l'élaboration du futur plan national de restauration de la nature.

Nous retenons notamment la préconisation n°8 visant à réduire les pressions sur la nature en amont, en réaffirmant l'intérêt de la loi « Zéro artificialisation nette », en appelant au respect rigoureux de la séquence « Éviter – Réduire - Compenser » et à la préservation des continuités écologiques via les Trames vertes et bleues, et en planifiant la suppression des dépenses dommageables à la biodiversité. A ce titre, nous réaffirmons notre opposition ferme aux grands projets inutiles et écocidaire soutenus par les pouvoirs publics, à l'instar de l'autoroute A69 et de la liaison ferroviaire Lyon – Turin.

Nous regrettons cependant l'absence de préconisations fortes sur la question agricole, en particulier sur la réduction des produits phytosanitaires et les changements de pratiques culturales. Compte-tenu des effets néfastes, largement documentés, de l'agriculture productiviste sur la biodiversité, les mesures d'accompagnement à l'évolution des pratiques agricoles mentionnées et l'adoption d'objectifs chiffrés relatifs au déploiement des baux ruraux environnementaux sont, à notre sens, insuffisantes pour rendre effective l'indispensable transition agroécologique.

Nous tenons également à rappeler que la nature ne se résume pas à son utilité pour les humains : elle possède une valeur intrinsèque, non quantifiable en euros ou en pourcentage du PIB. Comme le suggère l'anthropologue Philippe Descola, nous pensons qu'« il faut repenser les rapports entre humains et non-humains », et ainsi bâtir, collectivement, un nouvel imaginaire pour une société plus résiliente reposant sur la prise en considération des interdépendances qui lient l'ensemble du vivant. Cette réflexion commune est indispensable pour mettre à plat les schémas de domination – l'extractivisme, le colonialisme, le capitalisme ou encore le patriarcat - qui, à l'évidence, font système.

Nous adressons nos remerciements sincères aux rapporteur.es, au Président de la commission, aux administratrices et administrateurs, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à l'élaboration de cet avis.

Le groupe Alternatives sociales et écologiques a voté « Pour ».